

L'hôpital psychiatrique, supérette de la drogue

« **I**CI, niveau drogues, c'est comme la prison : tu peux tout trouver du moment que t'as de la thune ! » Alice (prénom modifié), 28 ans, n'a jamais mis les pieds en taule mais connaît bien les établissements psychiatriques. Après une tentative de suicide, elle a atterri dans une clinique d'Occitanie : à l'en croire, « une grande plaque tournante » de substances illicites. Un SMS, une commande, un rendez-vous, et l'Uber de la dope débarque dans un coin du parc de la clinique avec, au choix, du shit, de la cocaïne ou de l'ecstasy.

Que fait la police ? Pas grand-chose. Furtifs, les trafics se déroulent à l'abri des regards. L'Observatoire des violences en milieu de santé (ONVS) s'est bien penché sur la question, mais, pour l'heure, aucun plan national n'a été décrété afin de lutter contre ces trafics, explique un porte-parole du ministère de la Santé, qui renvoie la balle aux hôpitaux : « Les établissements mettent en place des actions de prévention ou en lien avec les forces de police et de gendarmerie quand cela est nécessaire. »

Un phénomène nouveau ? Pas tant que ça. En 2017, la CFDT de l'hôpital Saint-Jacques, à Nantes, signalait la

présence de dealers aux quatre coins du parc et jusque dans les services. En 2018, c'était au tour du personnel de l'hôpital Marchant, à Toulouse, de décrire des poignées de main suspectes, des pipes à crack retrouvées dans le jardin et des trafiquants garés devant l'entrée. Trois ans plus tard, si le business se fait plus discret, il n'a pas disparu : « Ils balançaient des poches par-dessus l'enceinte de l'hôpital », raconte la responsable CGT de l'hôpital toulousain.

Sous l'œil des caméras

Alice est pourtant fouillée chaque fois qu'elle entre dans l'établissement : son sac est vidé, ses bouteilles renflées. Il y a quelques jours, raconte-t-elle, elle a dû pisser dans un bocal parce qu'« une toupe s[avait] tout balancé ». Elle sait qu'elle n'a droit qu'à deux avertissements – après, c'est « au revoir » – mais n'en souligne pas moins l'hypocrisie de la clinique, qui a « installé des caméras partout : ils ne sont pas stupides ! ».

Les pensionnaires font des cibles idéales, créchant sous le même toit, en quête d'effets calmants ou antidépres-

seurs... Dans son rapport de 2020, l'ONVS décrit le cas d'un patient ayant acheté de la cocaïne à un malade d'un autre pavillon.

Des patients, ajoute-t-il, demandent à être accompagnés pour se rendre à la cafétéria ou dans le parc : ils sont constamment sollicités par des revendeurs. Alice jure que certains, qui n'ont jamais touché à la drogue, tirent leur première taffe en hôpital psychiatrique. « C'est plus facile de se fournir en clinique qu'à la campagne ! » avance celle qui « s[e] met bien » avec l'herbe, le cannabis et la cocaïne.

Sans vouloir stigmatiser leur patientèle, des médecins s'inquiètent. « On navigue à l'aveugle quand on prescrit un traitement et qu'on ne sait pas quels toxiques ingèrent les patients », confie Jean-Yves Coxie, psychiatre à l'hôpital de Brest. Comme ses confrères, il peine à diagnostiquer les personnes dépendantes et à déterminer si un vrai sevrage est possible en HP. Les soignants, eux, s'alarment : comment prévoir les réactions des dealers pris sur le fait et celles de leurs clients intoxiqués ?

En 2019, le CHU de Nantes a mis en place une équipe de sûreté qui s'est

« bien fondue dans le service de psychiatrie », assure une infirmière de la CGT. Lorsque les soignants surprennent une transaction, ils appellent ces agents. Las ! ceux-ci n'arrivent pas toujours à temps et contactent la police, qui, de son côté, « ne se déplace que rarement ». La direction affirme cependant rencontrer régulièrement les membres du commissariat de proximité.

À Brest, la direction a abattu les bosquets à l'abri desquels avaient lieu les trafics. Elle a aussi installé des caméras, des barrières et un vigile à l'entrée. L'hôpital psychiatrique n'est pourtant pas une prison, veulent croire les médecins. D'autant que la plupart des patients ont le droit de sortir et d'avoir de l'argent.

Derrière les inquiétudes du personnel médical, c'est la petite musique du manque de soignants qui se fait entendre. En dénonçant le trafic dès 2017, ceux qui se trouvaient en poste pensaient pouvoir accueillir rapidement de nouveaux collègues. Quatre ans plus tard, la pénurie s'est aggravée. Pour les experts de la santé, ça n'a rien de stupéfiant.

Fonny Ruz-Quindos